



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité Départementale de ROUEN-DIEPPE**

**Arrêté du 16 NOV 2022** mettant en demeure la société PROLEIN de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement pour son établissement implanté Quai des Indes 76200 DIEPPE

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020 autorisant et réglementant les activités de la société PROLEIN sise Quai des Indes 76200 DIEPPE ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-056 du 9 septembre 2022 portant délégation de signature à Madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les rapports de mission du 17 février 2022 sur le vieillissement des silos béton et des silos métalliques
- Vu les vérifications d'étanchéité des cuvettes de rétention ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à la société PROLEIN par courrier daté du 11 octobre 2022 ;
- Vu le courriel transmis par l'exploitant le 25 octobre 2022 complété par celui du 4 novembre 2022 dans le cadre du contradictoire sur le présent arrêté préfectoral de mise en demeure.

## **CONSIDÉRANT**

qu'il a été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées des nuisances relatives aux odeurs générées par l'exploitant PROLEIN dans le cadre de la mise en service de ses installations de trituration, d'extraction de protéines et de traitement des effluents ;

que ce constat traduit un manquement à l'obligation de l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ou de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 ;

que malgré le déploiement d'actions correctives, les nuisances ont perduré et ont amené l'exploitant à mettre son site à l'arrêt pour suspendre l'envoi des effluents vers la station de traitement des eaux, vidanger et nettoyer le bassin tampon et le puits de relevage, mettre en place de nouvelles actions pour résorber les odeurs ;

que lors de l'inspection sur site du jeudi 22 septembre 2022 visant notamment à constater la mise en place et l'efficacité des actions précitées et les actions restant à déployer, l'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre de nouvelles actions ;

que lors de la visite, l'inspection a constaté que certains passages de câbles au droit des planchers de l'escalier de la tour d'atomisation n'étaient pas rebouchés, notamment au niveau dit « +6 m », ce qui constitue un manquement à la restitution du degré coupe-feu des parois traversées par des percements ou des ouvertures ;

que l'inspection a constaté que certains équipements non utilisés dans le cadre de la réindustrialisation du site étaient toujours présents sur site, ce qui constitue un manquement à l'obligation de l'exploitant de démanteler les équipements abandonnés ;

que l'inspection a constaté qu'aucun document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) n'était finalisé, que la vérification des mises à la terre des continuités électriques ne portait que sur une partie de l'installation et qu'une zone classée ATEX n'était pas signalée, ce qui constitue un manquement à l'obligation de l'exploitant de maîtriser les zones où des atmosphères explosibles sont susceptibles d'exister ;

que l'inspection a constaté que les plans de maintenance préventives ne sont pas finalisés et que, si les outils informatiques d'assistance existent, ces derniers ne sont pas complètement renseignés (matériels non inscrits, matériels sans périodicité de contrôle, etc.). Et que, par ailleurs, les modes opératoires de maintenance ne sont pas totalement réalisés, ce qui constitue un manquement à l'obligation de l'exploitant de réaliser et mettre à jour les différents plans et programmes de maintenance et de surveillance ;

que l'inspection a constaté que l'étanchéité de toutes les rétentions n'a pas été testée. Et que sur les rétentions dont l'étanchéité a été testée, des travaux de réfection sont à prévoir, ce qui constitue un manquement à l'obligation de l'exploitant de vérifier l'état des rétentions existantes et d'effectuer les réparations nécessaires ;

que l'inspection a constaté que la mise à jour du plan d'opération interne n'était pas finalisée, ce qui constitue un manquement à l'obligation de l'exploitant de mettre à jour son plan d'opération interne ;

que l'inspection a constaté que le seul rapport de conformité ATEX des silos béton, cellules métalliques et magasins tourteaux qui existait était antérieur à l'arrêté préfectoral, ce qui constitue un manquement à l'obligation de l'exploitant de transmettre un rapport de contrôle ainsi qu'un plan d'actions à mettre en œuvre le cas échéant ;

que l'inspection a constaté qu'une société a réalisé des inspections visuelles de silos béton et des silos métalliques qui a fait l'objet de rapports décrivant les désordres constatés ;

qu'aucun des deux rapports ne mentionne de contrôles réalisés sur les parois périphériques des deux magasins 3 et 4, ni de l'ensemble des toitures de ceux-ci portant notamment sur les aspects de l'étanchéité, la solidité, le caractère soufflable / éventable, ce qui constitue un manquement à l'obligation de l'exploitant de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos et magasins ;

que la rédaction du présent arrêté tient compte des observations formulées par l'exploitant les 25 octobre et 4 novembre 2022 ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PROLEIN de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables ;

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société PROLEIN, dont le siège social est situé Quai des Indes à DIEPPE (76200), est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes sur son site situé à la même adresse :

- l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020. Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant :
  - sous 3 mois, couvre de façon pérenne le puits de relevage et le stockeur de boues granulaires ;
  - sous 1 mois, mène une étude pour faire évoluer la conception de la couverture du bassin tampon et le traitement de son ciel gazeux ;
  - dispose sous quinze jours de charbons actifs disponibles en permanence, permettant leur remplacement immédiat en cas de saturation pour chacune des unités de désodorisation du site ;
- l'article 8.3.4 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020. Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant réalise sous 1 mois un contrôle exhaustif des parois REI 120 et rebouche les percements et ouvertures concernés ;
- l'article 1.6.4 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020. Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant réalise le démantèlement des silos béton avant juin 2024 ;
- l'article 8.3.6 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020. Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant :
  - transmet sous 1 mois les documents relatifs à la protection contre les explosions (DRPCE) des trois entités présentes sur site ;
  - justifie sous 1 mois l'adéquation matériel aux zones ATEX ;
  - appose sous 3 semaines la signalisation adéquate sur les zones ATEX retenues ;
- l'article 8.3.9 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020. Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant transmet sous 1 mois le rapport de l'étude foudre accompagné des PV travaux justifiant que le site répond aux exigences du rapport et de la réglementation ou transmet un justificatif de conformité réalisée par un organisme agréé ;
- l'article 8.4.9 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020. Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant finalise pour le 31 décembre 2022 les plans et programmes de maintenance et de surveillance ;
- l'article 8.5.1 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020. Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant réalise sous 6 semaines la réfection d'étanchéité des rétentions le nécessitant. A titre de mesure conservatoire, les vannes en fond de chacune des rétentions sont maintenues fermées, et les niveaux des cuves sont relevés toutes les 2 heures afin d'identifier toute variation inhabituelle ou inattendue de leur volume. En complément, des rondes visant à vérifier l'absence de produits dans les rétentions sont effectuées une fois par jour. En cas de fuite détectée, toute action nécessaire est mise en œuvre pour y pallier en tenant compte de la compatibilité des produits entre eux ;
- l'article 8.6.7 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020. Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant transmet sous 1 mois le plan d'opération interne mis à jour ;
- l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020. Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant transmet sous 1 mois un rapport de conformité ATEX des cellules métalliques et magasins tourteaux ;
- l'article 9.2.6 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020. Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant transmet sous 1 mois un rapport conclusif sur le vieillissement des parois périphériques des deux magasins 3 et 4 et de l'ensemble des toitures de ceux-ci portant notamment sur les aspects de l'étanchéité, la solidité, le caractère soufflable éventable, accompagné d'un plan d'actions préventives et/ou correctives.

## Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du L.171-8 du code de l'environnement.

## Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R.414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

## Article 4

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

## Article 5

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de ~~Dieppe~~ pendant une durée minimum d'un mois.

## Article 6

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de l'arrondissement de Dieppe, le maire de la commune de Dieppe, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société PROLEIN.

Fait à ROUEN, le **16 NOV 2022**

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
la Secrétaire Générale

**Béatrice STEFFAN**